

Le Burundi se tourne résolument vers la Communauté est-africaine

PANA, 02/11/2009 Bujumbura, Burundi - Le chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, a affirmé, lundi, la détermination de son pays à aller de l'avant dans son intégration à la Communauté est-africaine (CEA) par la suppression des frais du visa et autres tarifs internes sur les produits en provenance de cet ensemble sous-régional de libre échange. Le président Nkurunziza a réitéré cet engagement au moment où il procédait à l'ouverture officielle d'une semaine commémorative des dix ans d'existence de la CEA. La CEA a été créée en 1999 par l'Ouganda, la Tanzanie et le Kenya, auxquels se sont joints le Burundi et le Rwanda en 2007.

"En adhérant à cette communauté, le Burundi poursuivait des intérêts politiques, économiques, sécuritaires et sociaux", a expliqué le président burundais, qui a mis en exergue les formes institutionnelles et fiscales adaptées aux entreprises pour accélérer l'intégration régionale. Le Burundi a supprimé, depuis le mois de juillet 2008, les frais de visa pour les ressortissants de la CEA, a-t-il entre autre relevé. "Nous nous préparons aussi à supprimer tous les tarifs internes sur les produits originaires de la communauté", a poursuivi le président Nkurunziza, avant de souligner que le Burundi a besoin d'un partenariat solide, lançant à cet effet un appel pressant aux investisseurs de la sous-région et d'autres coins du monde. "Nous pensons que rien ne saurait nous arrêter dans ce processus que nous considérons comme la meilleure voie pour nos pays respectifs de réaliser les conditions d'un développement durable et harmonieux", a-t-il conclu. De l'avis des spécialistes des questions d'intégration régionale à Bujumbura, la récente adhésion du Burundi à la CEA, un ensemble regroupant près de 125 millions de consommateurs avec un Produit intérieur brut (PIB) de 104 milliards de dollars US constitue une nouvelle et sérieuse opportunité d'affaires. Au-delà de la CEA, le Burundi a également un partenariat économique solide avec les 20 pays membres du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), qui représente, à lui seul, un marché de plus de 400 millions de consommateurs avec un Produit intérieur brut estimé à plus de 735 milliards de dollars US. Le Burundi est également membre de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC) qui regroupe dix pays d'une population de plus de 120 millions d'habitants avec un PIB de l'ordre de 175 milliards de dollars. Le Burundi œuvre tout aussi activement à convaincre le Rwanda et la RD Congo à rejoindre ensemble la Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL) qui a beaucoup souffert, ces dernières années, des conséquences néfastes de conflits internes et, surtout, du mauvais voisinage entre ces trois pays.